



Affaire suivie par :
Emma SEDDIKI
Tél. : 01.69.08.17.03
Courriel : Emma.seddiki@cea.fr

**FOURNITURE DE TERMINAUX MOBILES ET
SERVICE APRES-VENTE POUR LES CENTRES
DU CEA**

Réf. DAPS_S2MN_PM_ES_B24-0317

Projet d'Accord-cadre n°500000xxxx

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE agissant en qualité de Directeur des achats et des partenaires stratégiques,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La **société** domiciliée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro R.C.S., représentée par, agissant en qualité de ;

ci-après dénommée « **le Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION.....	3
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD	4
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 6 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD	11
ARTICLE 7 –GARANTIE	13
ARTICLE 8 CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	13
ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES.....	13
ARTICLE 10 - CARACTÈRE DES PRIX	14
ARTICLE 11 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	14
ARTICLE 12 - DURÉE	15
ARTICLE 13 - DELAIS.....	16
ARTICLE 14 - PENALITÉS.....	16
ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA	18
ANNEXE 2 – BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES.....	19
ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE.....	20

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le Titulaire s'oblige à réaliser les prestations d'approvisionnement de terminaux mobiles et les accessoires associés, ainsi que le service après-vente.

Le présent accord s'exécute dans le cadre d'une mono-attribution et avec l'émission de bons de commande.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord lesquelles prévalent et de ses annexes qui en font partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le cahier des charges référence DSI-CRF-2024-011 ;
- les dispositions particulières définies dans les bons de commande ;
- le Kit PACHA, constitué du cahier des charges relatif à l'élaboration du catalogue PACHA, référencé « L'achat électronique au CEA » Version 2.0 du 06/04/2021 ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque site CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et à titre supplétif, la proposition du Titulaire **référéncée** en date du

Le Titulaire reconnaît expressément être en possession, avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales ou réglementaires impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

3.1 Bénéficiaires

Le présent accord-cadre s'applique à l'ensemble des centres CEA ainsi qu'aux annexes rattachées telles que les unités mixtes de recherche (UMR) dont le CEA est tutelle, et toute autre entité dont le CEA est partenaire.

Toutes les dispositions du présent accord sont mises en œuvre pour l'ensemble des bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

3.2 Extension du périmètre

A tout moment, le CEA se réserve la possibilité de faire bénéficier d'autres entités des dispositions du présent accord. Dans ce cas, une rencontre aura lieu entre le CEA et le Titulaire pour définir les modalités d'intégration.

3.3 Description des prestations

Les prestations de fourniture attendues sont détaillées dans le cahier des charges référencé ci-dessus incluant les prestations suivantes :

- la fourniture de terminaux mobiles (téléphones, smartphones, clé, modem) et les accessoires associés,
- le Service après-vente (SAV).

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD

4.1 Conditions générales

Les fournitures, objet du présent accord, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard des bénéficiaires. Si le résultat, tel que la qualité des produits, les délais de livraisons ou du service avant/après-vente, n'était pas atteint, le CEA peut appliquer les pénalités à l'article 14 pénalités ci-après et/ou résilier le présent accord-cadre aux torts du Titulaire conformément aux dispositions des CGA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations et de la fourniture qui lui sont confiées au titre du présent accord, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

➤ Obligation de communication

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, d'informer le CEA par le biais de son correspondant technique, ceci afin de protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire s'engage en particulier à :

- convenir avec le CEA d'une réunion de lancement de l'accord-cadre, dans les 15 jours de la signature de ce dernier;
- informer des disponibilités des différents produits,
- signaler les ruptures de stock,
- signaler l'arrêt de commercialisation d'un équipement avec un préavis de 2 mois minimum,
- alerter sur la fin de vie/commercialisation des terminaux mobiles avec un préavis de 2 mois minimum.
- mettre en garde le CEA lorsqu'il décèle des risques de quelque nature.

➤ Obligation d'information

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des opérations prévues au présent accord (suivi des commandes en ligne).

Le Titulaire s'engage également à mettre en place un système de traçabilité de ses différents échanges avec le CEA.

Le Titulaire tient le CEA informé de toute offre promotionnelle de plus de trois mois affectant un ou plusieurs produits objet du présent marché. Cette promotion peut faire l'objet d'une mise à jour du catalogue électronique PACHA.

➤ Devoir de conseil

Le Titulaire doit assurer une mission de conseil auprès du CEA sur l'utilisation des produits objet du présent marché.

Dans le cadre de cette mission, le Titulaire s'engage notamment à proposer les produits les plus adaptés aux besoins du CEA.

Il informe le bénéficiaire des défauts connus d'un matériel, des changements de politique de son entreprise (abandon d'une gamme de produits, cessation d'activité touchant directement le fonctionnement du marché à bons de commande, etc.) et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment le bénéficiaire bénéficie gratuitement de la part du Titulaire de conseils et/ou d'informations diverses sur les produits concernés par le présent marché.

Le bénéficiaire peut demander le prêt d'équipement au Titulaire lorsqu'il y a un doute sur le produit à commander ou lorsqu'il souhaite réaliser des tests avant une première utilisation.

4.2 Responsabilité, transfert des risques et de propriété

Le Titulaire devra réaliser un Plan d'Assurance Qualité (PAQ). La version préliminaire remise lors de la réponse à la consultation sera consolidée au démarrage de l'accord-cadre. La version définitive de ce document sera ainsi remise au CEA lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre ou à défaut, dans les 2 mois qui suivent la date de démarrage de l'accord-cadre.

A minima, ce PAQ comprendra les éléments définis au cahier des charges.

4.3 Responsabilité, transfert des risques et de propriété

Les produits commandés par le CEA sont acheminés par le Titulaire et à ses risques et périls, au lieu de livraison tel que précisé sur la commande correspondante.

Le transfert des risques et de propriété du Titulaire aux bénéficiaires s'opèrent à la livraison des produits au point de livraison désigné dans la commande.

4.4 Personnel du Titulaire

4.4.1 Conditions d'accès dans le cadre des livraisons

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront avoir accès aux établissements CEA qu'après la constitution d'un protocole de sécurité entre le Titulaire ou son sous-traitant et l'établissement CEA livré.

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants doivent se présenter, munis d'une carte d'identité ou d'un passeport, à l'entrée principale de chaque établissement CEA, ou éventuellement aux endroits spécifiquement précisés par chaque établissement CEA lors de l'édition du protocole de sécurité.

L'information du CEA sur la date de livraison/intervention doit se faire 48 heures préalablement à la date de rendez-vous. Les principaux renseignements qui sont à fournir pour toute personne devant entrer sur le site sont :

- nom de la société,
- nom/prénom de la personne,
- fonction de la personne,
- date et lieu de naissance de la personne,
- nationalité de la personne,
- adresse personnelle.

4.4.2 Accès au Centre - Délivrance du laissez-passer

Le personnel du Titulaire doit se présenter à l'accueil muni des pièces suivantes :

- le formulaire CEA de demande d'accès dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des laissez-passer),
- la carte d'identité ou le passeport,
- le formulaire d'attestation de l'employeur, fourni par le CEA et dûment complété par le Titulaire, dans les cas d'un séjour de courte durée des personnels du Titulaire sur les sites du CEA. Le séjour de courte durée s'entend comme suit :
 - pour les salariés d'entreprises extérieures français et étrangers ressortissants de l'Union Européenne : vingt jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
 - pour les salariés d'entreprises extérieures non ressortissants de l'Union Européenne : cinq jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire. Ce document doit impérativement préciser les dates d'ouverture et de fin de présent accord.

4.4.3 Retrait de laissez-passer – retrait de personnel

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un agent du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord.

Le Titulaire doit avertir le CEA quinze jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des agents normalement affectés à l'exécution du présent accord. Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4.4.4 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les Centres, et plus généralement, à toutes instructions qui lui seront données par le CEA, notamment à travers le cahier des charges. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- aux articles R.4515-1 et suivants du code du travail (codifiant l'arrêté du 26.04.1996) prévoyant la constitution d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement / déchargement entre le Centre (ou sa plateforme de livraison) et le transporteur,
- aux règlements édictés par les Centres ou les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux établissements CEA.

4.4.5 Respect par le Titulaire de l'accord de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord et, le cas échéant, tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 du Code du travail (s'il est établi à l'étranger) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la

commande publique). Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées.

4.4.6 Sous traitance

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation.

Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger notamment de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le Code de la commande publique.

Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objets de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

4.5 Obligations du CEA

Le CEA s'engage à :

- communiquer toute information, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations ;
- contrôler de manière continue la réalisation des prestations ;
- effectuer les actions de communication en interne au CEA, qui seraient nécessaires pour la réussite des interventions du Titulaire ;
- dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé, le cas échéant.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

5.1 Formalisme des bons de commandes

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu un bon de commande écrit du CEA. Les bons de commande sont établis sur la base des prix des bordereaux de prix unitaires (BPU) figurant à l'annexe 2. Ils devront comporter a minima les éléments suivants :

- l'unité prescriptrice,
- le n° du bon de commande (n° en 4001 / 4600) et le code service,
- la référence du présent accord-cadre (50000XXXXXX).
- le montant du bon de commande,

- le délai de livraison souhaité,
- le destinataire final,
- l'adresse de livraison,
- l'adresse de facturation.

Un modèle de bon de commande est fourni en annexe 3.

Les bons de commandes sont réalisés à partir de l'application d'achat en ligne interne CEA (dénommée « PACHA ») ou du système de gestion CEA (dénommé « SIGMA »). Ils sont transmis au Titulaire :

- par voie électronique dans le cas de commandes PACHA ;
- par tout autre moyen dans le cas de commandes du système de gestion du CEA (SIGMA).

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au CEA tout bon de commande ne relevant pas du périmètre de l'accord.

Le Titulaire ne pourra procéder à la livraison qu'après avoir reçu ce bon de commande. Toute commande verbale reçue doit être refusée par le Titulaire.

Dans le cas de certains articles spécifiques qui ne figurent pas dans PACHA, toute commande émise par le CEA doit faire l'objet d'un devis préalable référencé et détaillé dans lequel sont précisés la désignation des articles nécessaires (matériels) ainsi que l'explication détaillée de leur fonction et références correspondantes du Titulaire. Le devis devra comporter les éléments demandés pour la constitution des bons de commandes et devra faire apparaître distinctement le prix constructeur et le pourcentage de remise/frais appliqués associé.

Le Titulaire s'engage à accuser réception auprès du CEA et traiter les devis dans un délai de 7 jours ouvrés maximum. Si le CEA constate que le devis est incomplet (erreur ou non réponse au besoin), le titulaire s'engage à corriger et réémettre le devis dans les plus brefs délais (2 jours ouvrés max) sous peine d'application de pénalité.

5.2 Constitution du catalogue CEA – Pacha

Le Titulaire s'oblige à constituer un catalogue personnalisé selon les dispositions du cahier des charges relatives à l'élaboration du catalogue PACHA visé à l'article 2 dans le Kit PACHA.

Il dispose d'un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de démarrage du présent accord-cadre pour mettre en place le catalogue PACHA et PDF. À défaut, des pénalités de retard seront appliquées, et l'accès à un catalogue CEA limité pourra être accordé, sans punch out sur le site du Titulaire

5.2.1. Gestion des évolutions du catalogue CEA

Le catalogue peut être mis à jour après acceptation du CEA. Le Titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de l'acceptation du CEA, sous peine d'application de pénalité.

5.2.2. Evolution ou suppression d'une référence en cours d'exécution de l'accord-cadre

Dans le cas où un matériel commandé dans PACHA est devenu obsolète ou n'est plus disponible, le Titulaire en informera le destinataire final et lui proposera alors un matériel de substitution, équivalent et au même prix dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande.

5.3 Délais applicables aux bons de commande et devis

Le Titulaire s'engage à accuser réception auprès du CEA et traiter les bons de et devis dans un délai de 7 jours ouvrés maximum. Les matériels commandés seront livrés au plus tard dans les délais fixés dans la proposition du Titulaire, sauf accord express entre les Parties, sous peine d'application des pénalités de retard.

L'analyse de ces délais fait partie du suivi statistique à fournir par le Titulaire.

5.4 Conditions d'expédition

Les articles commandés dans le cadre du présent accord sont livrés franco de port, d'emballage et d'assurance pour la France métropolitaine, jusqu'à la remise ou au montage des produits le cas échéant à l'adresse indiquée sur la commande. Toute majoration exceptionnelle pour frais de port particuliers ou autres frais doit avoir obtenu l'accord préalable du bénéficiaire.

5.5 Conditions de livraison

Le Titulaire s'oblige à livrer durant les heures et jours ouvrés, hors jours de fermeture du centre ou tiers subrogé. Il doit se renseigner chaque année auprès de chaque établissement CEA pour connaître les horaires d'ouverture et les jours de fermeture de l'établissement.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse indiquée sur la commande émise par l'établissement CEA et conformément à leurs conditions particulières de réception/livraison.

5.5.1 Bon de livraison

Chaque commande doit être individuellement emballée et accompagnée d'un bon de livraison à l'extérieur du colis reprenant les données suivantes :

- le numéro de commande ;
- la date d'expédition ;
- la référence des produits ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée ;
- l'unité et le nom du destinataire final ;
- le n° de bâtiment du destinataire final.

Les livraisons partielles devront être exceptionnelles et faire l'objet d'une acceptation préalable écrite du destinataire final qui doit être informé des délais de livraisons pour le solde de livraison.

Le Titulaire doit pouvoir, sur demande du CEA, fournir toutes les preuves de la livraison du matériel commandé (bons d'expédition, bons de livraison signé par le réceptionnaire, etc.), selon les délais définis à l'article 7 du CGA.

5.5.2 Conditionnement – Emballage

Les informations relatives au conditionnement et à l'emballage doivent impérativement être jointes au catalogue des matériels référencés au titre du présent accord-cadre.

Le conditionnement (emballage unitaire) doit être adapté aux besoins des utilisateurs, en fonction des matériels et des volumes commandés.

L'emballage et le suremballage doivent être prévus d'une façon suffisante, afin de préserver l'intégrité du produit

et d'éviter toute dégradation en cours de transport, de manutention, voire de stockage.

Le contrôle des colis, de leur contenu et de la conformité des produits commandés est assuré par le destinataire final indiqué sur la commande.

5.5.3 Livraisons non conformes

Dans tous les cas de non-conformité de la livraison initiale, le Titulaire prend à sa charge tous les frais afférents (frais de transport, frais de gestion, ...).

En cas de non-respect des consignes de livraison des établissements CEA, la livraison est déclarée non conforme. Le Titulaire reprend la livraison complète et effectue une nouvelle livraison.

Les non conformités de livraison faites en application du présent accord sont réglées de la manière suivante :

➤ *Produit manquant lors d'une livraison*

Le bénéficiaire a la possibilité :

- soit de ne pas régler la facture correspondante au produit non livré,
- soit de demander au Titulaire de donner la preuve que le produit a bien été livré.

➤ *Erreur d'adresse de livraison par le Titulaire*

En cas d'erreur de livraison, le Titulaire assume les conséquences sans aucun frais supplémentaire au bénéficiaire.

➤ *Non-respect des consignes de livraison des établissements*

En cas de non-respect des consignes de livraison des établissements (cf. cahier des charges : conditions particulières de réception/livraison sur les centres CEA), la livraison est déclarée non conforme. Le Titulaire reprend la livraison complète et effectue une nouvelle livraison.

➤ *Emballage détérioré*

Le bénéficiaire a la possibilité :

- de demander la reprise du produit dont l'emballage est détérioré par le Titulaire,
- de demander une nouvelle livraison au Titulaire.

5.5.4 Réception des commandes

Le matériel réceptionné n'est acceptée qu'après contrôle quantitatif et qualitatif par le destinataire final du CEA. Chaque réception fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire signé des Parties clôturant les commandes.

Le PV de réception mentionnera le cas échéant, les réserves du destinataire, sur la commande, ainsi que le délai de traitement par le Titulaire de ces réserves.

Le CEA dispose de 10 jours ouvrés après la date de livraison, pour vérifier l'état et la conformité du produit livré et faire toutes les réserves utiles.

Tout produit non conforme est refusé et repris par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés après la date de l'avis de refus du bénéficiaire. Le cas échéant, le Titulaire doit faire le nécessaire pour assurer, à ses frais, le remplacement ou la remise en état des fournitures non conformes dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du bénéficiaire. En outre, le Titulaire met en place une procédure de reprise des colis non-conformes.

5.5.5 Délais de livraison

Le Titulaire s'engage à fournir les articles qui lui sont commandés, dans un délai de 7 jours comme défini au cahier des charges, sous peine d'application des pénalités de retard prévues à l'article 13.

L'analyse de ces délais de livraison fait partie du suivi statistique à fournir par le Titulaire.

5.4.2 Horaires et lieux de livraison

Le Titulaire s'oblige à livrer durant les heures et jours ouvrés (éventuellement spécifiques à certains sites), hors jours de fermeture du centre. Il doit se renseigner chaque année auprès du service commercial de chaque établissement pour connaître les horaires d'ouverture et les jours de fermeture de l'établissement bénéficiaire.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse indiquée sur la commande émise par le site bénéficiaire (cf. annexe n°1 et annexe 1 bis) et conformément aux conditions particulières de réception/livraison sur les centres CEA.

ARTICLE 6 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD

6.1 Réunion d'enclenchement et Comité de pilotage (COPIL) semestriel

Une réunion d'enclenchement aura lieu au démarrage de l'accord.

Ensuite, des Comités de pilotages auront lieu tous les semestres. Les représentants du Titulaire et du CEA, ainsi que des interlocuteurs techniques des centres seront présents.

Des réunions semestrielles de ce comité sont organisées par le Titulaire. Elles permettent :

- de formaliser les évolutions du catalogue ;
- d'analyser les prix liés aux prestations ainsi que les aspects facturation ;
- de faire le point sur le respect des délais ;
- d'analyser les problèmes techniques et organisationnels, l'état de parc, les statistiques, les éventuels besoins d'évolutions logistique.
- de mettre en place le suivi et plan d'actions adoptés en cas de pannes.

La fourniture des informations statistiques et tableaux de bord, permettant d'assurer le suivi de la prestation, sont à la charge du Titulaire. Ces informations doivent être produites par lui et communiquées au CEA au moins 5 jours ouvrés avant la date de réunion fixée pour chaque comité.

Ces réunions font l'objet de compte rendu établi par le Titulaire soumis au CEA sous 5 jours ouvrés suivant la date de réunion et validé par le CEA sous 5 jours ouvrés.

Un bilan annuel détaillé et écrit de la prestation est établi par le Titulaire et validé par les deux parties.

6.2 Remise de documents

Tous les dossiers ou rapports remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur les supports suivants :

- Microsoft WORD version 2010 ou supérieure pour les documents écrits,
- Microsoft EXCEL version 2010 ou supérieure pour les tableaux chiffrés.

Chacun d'eux est remis au CEA par mail aux interlocuteurs CEA désignés à l'article 6.4.

6.3 Bilans statistiques

Le Titulaire s'engage à communiquer, à l'expiration de chaque période semestrielle, les états statistiques suivants détaillant les volumes livrés à chaque établissement CEA et les chiffres d'affaires correspondants :

- Etat des livraisons et suivi du SAV:
 - la référence, la marque de l'équipement,
 - le centre sur lequel l'équipement est installé,
 - la date d'achat, et de livraison,
 - le statut du terminal (en cours de livraison, livré, retiré du parc et la cause),
 - le suivi des éventuels retours au SAV,
 - le détail de la garantie constructeur.
- Suivi des bons de commandes et facturations : ce bilan reprend, bon de commande par bon de commande :
 - le n° d'affaires,
 - l'établissement CEA,
 - le numéro du bon de commande,
 - la date du bon de commande
 - le libellé et la référence (distributeur et fabricant) du produit,
 - le montant du bon de commande.
- Suivi de la qualité de service : ce bilan comprend la remise des éléments suivants :
 - le taux d'erreurs de livraisons,
 - le taux de retard de livraisons,
 - les taux de retour pour non-conformité à la livraison,
 - les taux de retour pour défectuosité matérielle.

Le suivi des dispositions environnementales est contrôlé annuellement par un tableau reprenant en partie les éléments suivant :

- les produits éco-responsable (issu réemploi, réutilisé, matière recyclée etc.) proposés,
- le volume de matières issu du réemploi, réutilisé ou recyclés dans le produit,
- la masse de matières issu du réemploi, réutilisé ou recyclés dans le produit,

Pour toute constatation de dysfonctionnements, le Titulaire doit proposer un plan d'actions permettant de pallier cette situation dans un délai défini. Si aucune amélioration n'est constatée dans ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités visées à l'article 13 ci-après ou procéder à la résiliation du marché.

6.4 Correspondants

Le **pilotage du présent accord** est assuré par :

En ce qui concerne la partie technique :

M. Hervé VARIN
Tél. : 06.73.84.52.27
Adresse mail : herve.varin@cea.fr

En ce qui concerne la partie commerciale :

Mme Emma SEDDIKI
Tél. : 01.69.08.13.07
Adresse mail : emma.seddiki@cea.fr

Chaque Centre CEA bénéficiaire de cet accord désignera un **interlocuteur technique local**, dont les coordonnées seront fournies au titulaire lors de la réunion d'enclenchement.

Les correspondants du Titulaire en charge de suivre le présent accord sont (à compléter).

ARTICLE 7 –GARANTIE

La garantie s'exerce suivant les conditions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022), désigné dans l'article 2 du présent accord.

Les produits bénéficient d'une garantie constructeur pièces et main d'oeuvre minimum de 12 mois contre tout défaut ou vice de fabrication apparaissant à compter de la mise en service. Le Titulaire sera tenu de faire enregistrer les garanties auprès des constructeurs.

ARTICLE 8 CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

8.3 Clause environnementale

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les lois et réglementations environnementales en vigueur lors de la fabrication, de l'emballage et de la livraison des matériels. De plus, le Titulaire s'engage à adopter des pratiques durables tout au long du processus, en minimisant les déchets, en favorisant l'efficacité énergétique et en privilégiant des matériaux respectueux de l'environnement (réutilisables ou recyclés). Ainsi que la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre).

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion semestrielle.

8.4 Clause sociale

Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation s'agissant des profils affectés à l'exécution de la prestation. A la date anniversaire de l'accord, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée.

ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à la somme de **2 500 000 € HT (DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS)**. Ainsi, les prestations devront avoir des valeurs qui, au cumulé, ne pourront pas dépasser le montant maximum de l'accord-cadre.

Le Titulaire doit informer le CEA tous les semestres des montants totaux consommés dans le cadre de l'exécution de cet accord.

Le Titulaire est dans l'obligation d'alerter le CEA lors de l'atteinte de 50% puis 70% du montant plafond indiqué à cet article. A défaut, une pénalité pourrait être appliquée telle que mentionnée ci-dessous.

ARTICLE 10 - CARACTÈRE DES PRIX

Le présent accord ne comporte pas de montant minimum.

Au démarrage du présent accord-cadre les prix applicables pour chaque type de terminal et chaque accessoire associé sont ceux indiqués dans le fichier « cadre de réponse » intégré à l'offre du Titulaire référencée à l'article 2 du présent accord. Ces prix sont fermes et forfaitaires.

Les pourcentages de remise/frais indiqués dans le fichier « cadre de réponse » intégré à l'offre du Titulaire référencée à l'article 2 du présent accord sont fixes et applicables sur toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas d'une baisse du prix public constructeur d'un terminal ou accessoire associé, cette baisse sera répercutée automatiquement dans un délai d'un mois sur le prix appliqué au CEA.

Dans le cas d'un arrêt de distribution d'un terminal ou accessoire associé, le Titulaire doit en informer le CEA au moins 1 mois avant. Le Titulaire s'engage à proposer un matériel équivalent dont le prix appliqué au CEA tient compte du pourcentage de remise/frais sur le prix public constructeur fixé contractuellement au démarrage de l'accord-cadre.

Dans tous les cas, le prix unitaire des terminaux ne pourra dépasser 500€ HT hors accessoires, sauf dérogation faite par le CEA. Le Titulaire devra obtenir validation écrite du CEA avant toute commande, d'un montant supérieur à 500€HT.

Le Titulaire devra obtenir l'accord préalable du CEA avant toute modification du catalogue PACHA.

ARTICLE 11 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

11.1 Modalités de facturation

Depuis le 1er janvier 2017, la dématérialisation des factures a été rendue obligatoire pour les grandes entreprises et pour le CEA par l'ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, complétée par le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et son arrêté d'application du 9 décembre 2016.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre de chaque bon de commande doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro S/REI du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (n° bon de commande et le n° de cet accord composé de 10 chiffres et porté en tête de cet accord lors de la signature.

11.2 Conditions de paiement

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du présent accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

11.3 Régime fiscal

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur.

- TVA

Le présent Accord est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

- TCP (Taxe Copie Privée)

La taxe pour copie privée s'applique à l'acquisition de supports numériques et dispositifs de stockage utilisés pour la reproduction d'œuvres protégées par le droit d'auteur à des fins privées. Les prix appliqués par le Titulaire au CEA seront hors TCP.

Depuis 2012, le CEA est exonéré de cette taxe dès lors que les terminaux achetés ne sont pas utilisés pour des reproductions d'œuvres à usage privé. Cette exonération se fait sur demande du CEA à l'entité compétente.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des informations demandées dans les délais qui lui seront communiqués.

ARTICLE 12 - DURÉE

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans fermes à compter du 1^{er} avril 2025 (date prévisionnelle) et pourra être renouvelé :

Le CEA peut en outre prolonger l'accord de la façon suivante :

- du 1^{er} avril 2027 au 30 septembre 2027 ;
- du 1^{er} octobre 2027 au 31 mars 2028 ;
- du 1^{er} avril 2028 au 30 septembre 2028 ;
- du 1^{er} octobre 2028 au 31 mars 2029,

Un préavis de trois mois avant la date de fin d'échéance du présent accord sera respecté pour lever ces 4 options de prolongations. Cette prolongation est formalisée par l'envoi d'un courrier ou d'un courriel. Le préavis court à compter de la date d'envoi de cette dernière.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA.

Si au terme du présent accord, aucun prestataire n'est désigné ou que la mise en service d'une solution de remplacement n'est pas encore effective, le Titulaire du présent accord est alors tenu de poursuivre l'exécution de l'ensemble des services dans les mêmes conditions techniques et économiques, pour une durée qui ne saurait excéder 6 (SIX) mois. Cette prolongation fera en tout état de cause, l'objet d'un avenant au présent accord.

ARTICLE 13 - DELAIS

13.1 Délais à respecter dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire s'oblige à respecter les délais suivants :

- Remise des bilans statistiques : **5 jours avant la date du COPIL**,
- Organisation du Comité de pilotage par le Titulaire : **tous les semestres**,
- Remise des comptes rendu de réunion rédigés par le Titulaire au CEA : dans les **5 jours ouvrés** après la date de chaque réunion.
- Traitement des livraisons non conformes :
 - o reprise du matériel non conforme par le Titulaire dans un délai de **5 jours ouvrés** après la date de l'avis de refus du bénéficiaire,
 - o remplacement ou remise en état des matériels non conformes dans un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la demande du bénéficiaire,

13.2 Délais à respecter dans le cadre de l'exécution des bons de commande

Pour ce qui concerne les livraisons, le Titulaire s'engage à respecter la livraison dans un délai de 7 jours maximum et repris dans les bons de commande.

ARTICLE 14 - PENALITÉS

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

Elles sont plafonnées à 10 % du montant du bon de commande concerné par leur application.

14.1 Pénalités applicables aux bons de commandes

Pénalités pour non-respect de la qualité des matériels

En cas de non-conformité des matériels, une pénalité de 100 euros HT (cent euros HT) sera appliquée par matériel non conforme

Pénalités pour non-respect des délais de livraison

Lorsque les délais définis dans le bon de commande ne sont pas respectés, le Titulaire encourt de plein droit une pénalité de retard de 5% du montant de l'article concerné (matériel seul ou ensemble composé) par jour ouvré de retard à concurrence de 30 % de ce montant hors taxes.

Au-delà de ce plafond, la résiliation du bon de commande correspondant pourra être prononcée par le CEA sans mise en demeure préalable, les pénalités pour retard restant acquises.

En cas de non-respect des consignes de livraison spécifique à chaque site

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 € HT par livraison non conforme aux consignes de livraison spécifique à chaque établissement.

14.2 Pénalités applicables au titre de l'exécution de l'accord

Non remise des indicateurs et statistiques

En cas de non-remise des bilans semestriels dans les délais fixés, une pénalité de 200 € HT (deux cents euros HT) sera appliquée pour chaque semaine de retard.

Non remise des informations de la TCP

En cas de non-remise des informations relatives à la TCP dans les délais fixés, une pénalité de 50 € HT (cent euros HT) sera appliquée pour chaque semaine de retard.

Pénalités pour non-respect des prix

Si constatation est faite que les taux de marge et les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas appliqués, il est appliqué, à titre de dédommagement, une pénalité fixe de 5 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent marché.

Une telle constatation est considérée faite si le CEA constate plus de 3 % d'erreur de devis ou de facturation par an à ses dépens.

Ce dédommagement n'interdit pas au CEA d'exiger la rectification des devis correspondants ou de résilier unilatéralement sans délai, sans formalité judiciaire ni indemnités le présent accord aux torts du Titulaire.

14.3 Pénalités relatives au catalogue PACHA

Mise en place et renouvellement du catalogue Pacha.

Si le Titulaire n'a pas constitué le catalogue PACHA et s'il n'est pas fonctionnel dans le délai de 1 mois à compter de la date de démarrage du présent accord-cadre, il encourt une pénalité de 200 € HT (cent euros HT) par jour calendaire de retard. Il en va de même en cas de renouvellement du catalogue.

En cas d'arrêt de distribution d'un terminal ou accessoires, le Titulaire s'engage à en informer le CEA du modèle de remplacement 1 mois avant. Si le délai n'est pas respecté, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50€ HT par jour calendaire de retard.

En cas de non-conformité du catalogue Pacha (fichier *xls non complété, images et notices au format *txt, *pdf ou lien URL...) le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € HT par jours ouvrés de retard après mise en demeure restée sans effet.

En cas de retard lors de la remise des mises à jour du catalogue PACHA, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € HT par jours ouvrés de retard après mise en demeure restée sans effet.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA

Unités CEA principales	Unités CEA secondaires
CEA CADARACHE	
CEA CESTA	CEA CESTA ILO
CEA BRUYERES-LE-CHATEL (DIF)	CEA DIF/ POLYGONE D'EXPERIMENTATION DE MORONVILLIERS
CEA FONTENAY-AUX-ROSES	CEA FAR/SITE EVRY/INSTITUT DE GENOMIQUE
CEA GRAMAT	
CEA GRENOBLE	CEA GRE / INES CHAMBERY
	CEA GRE / INSTITUT DE BIOLOGIE STRUCTURALE (IBS)
CEA LE PONANT (siège)	CEA LE PONANT
CEA LE RIPAUT	
CEA MARCOULE	CEA MAR/SITE PIERRELATTE
CEA SACLAY	CEA SAC / CERN
	CEA SAC / GANIL
	CEA SAC / INSTITUT D'IMAGERIE BIOMEDICALE (I ² BM)
	CEA SAC / INSTN
	CEA SAC / Ecole Polytechnique (LSI et LULI)
	CEA SAC / Nano-INNOV
	CEA SAC / ORSAY/SHFJ
	CEA SAC / Site d'Itteville
	CEA SAC / Site Orme-des-Merisiers
ANTENNES CEA TECH	CEATECH AQUITAINE – 33607 Pessac CEATECH PAYS DE LA LOIRE – 44340 Bouguenais CEATECH MIDI PYRENEES - 31 055 TOULOUSE CEATECH PACA - 13 108 Saint Paul lez Durance CEA TECH LORRAINE - 57070 METZ

ANNEXE 2 – Bordereaux des prix Unitaires

A compléter après remise des offres



ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE

<u>Référence de l'accord : 500000xxxx</u>	<u>N° du Bon de commande : xx</u>	<u>Date du bon de commande : xx</u>
---	-----------------------------------	-------------------------------------

n°	Description de la prestation :	Montants unitaire en € HT	Quantité	Montant total de la prestation en € HT	Délais et lieu de livraisons
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
MONTANT TOTAL DU BON DE COMMANDE					

L'ensemble des informations mentionnées ci-avant doivent être conformes avec les mentions faites dans l'accord.

Date et signature CEA